



Le mot de la présidente

Cette première année à la présidence a été l'occasion d'actualiser notre mode de fonctionnement. L'Institut a toujours eu le souci de refléter dans son Conseil d'administration, comme dans le comité de rédaction de la Revue, la diversité géographique, institutionnelle et professionnelle des historiennes et des historiens de l'Amérique française.

Avec l'alourdissement des tâches de chacune et chacun, la complexification des opérations courantes et les baisses de financement, nous avons décidé de profiter des technologies dont nous disposons pour fluidifier la circulation de l'information et rendre plus efficace le travail du comité exécutif, à l'image de la direction de la Revue qui avait déjà entrepris une telle démarche. Chacun à la hauteur de ses responsabilités a désormais accès par le *cloud* aux documents importants. Ceci évite de multiplier les demandes d'information à la coordination et permet une gestion en temps réel.

Cette révision des procédures de gestion a été rendue nécessaire par le déficit récurrent de l'Institut. Nous avons dû diminuer les heures de travail de la coordination, car l'Institut n'est plus en mesure d'assumer les charges d'un temps plein. Le contrat à la coordination est donc, depuis le printemps, de 21 heures par semaine. De plus, devant les exigences techniques qu'appellent les états financiers audités, nous avons externalisé la tenue de livres auprès d'une personne à forfait qui travaille quelques heures par mois pour l'Institut. La comptabilité est informatisée. Notre prochain

dossier en matière de gestion financière sera l'automatisation du renouvellement des abonnements et des inscriptions au Congrès. Pour faciliter la tâche des responsables des finances, la mise au point d'un cahier des procédures est au programme des travaux de l'année.

Toute cette réforme s'est fait grâce à la collaboration sans faille de Mathieu Lapointe, qui a assuré la coordination d'avril à septembre, avant de poursuivre des études. Je tiens à saluer son dévouement et à souligner la qualité de son travail. À la fin de l'été, tous les membres de l'exécutif ont participé à l'embauche de Daniel Poitras comme coordonnateur. Il a vite su s'adapter au travail et s'intégrer à l'équipe. C'est donc avec lui que vous serez en contact désormais. Nous lui souhaitons la bienvenue.

Si nous tâchons de répondre à la délocalisation des membres du Conseil d'administration, nous reconnaissons aussi l'importance de notre ancrage à l'Université de Montréal. Je tiens à souligner les démarches du directeur du Département d'histoire, Jacques Y. Perreault, dans le renouvellement du bail de l'Institut. Les locaux sont rares partout et c'est une entente généreuse qui a été prolongée, grâce à ses efforts.

L'Institut c'est aussi une revue. Dans le cadre d'échanges constants, nous avons travaillé, entre autres - et ce n'est pas terminé - à l'amélioration de la gestion des abonnements, de la comptabilité et à la planification concertée du travail de la coordination. Depuis janvier 2013, Louise Bienvenue s'est dévouée à la survie de la revue en

L'Institut d'histoire de l'Amérique française (1970)

Département d'histoire, Université de Montréal, C. P. 6128, succursale Centre-ville, Montréal, Qc H3C 3J7

Tél.: (514) 343-6111 p. 41334 Téléc.: (514) 343-2483 Courriel : ihaf@ihaf.qc.ca Site web : www.ihaf.qc.ca

rattrapant le retard qui avait été accumulé et en mettant sur pied des procédures de travail efficaces. Elle a été une collaboratrice remarquable de l'Institut, au service de toute la communauté scientifique. Je l'en remercie chaleureusement. Léon Robichaud a pris le relai depuis le 1^{er} juin 2018. Il a eu la lourde tâche de déposer deux demandes de subventions cet automne, une occasion de faire le point sur la transition numérique. Il travaille en étroite collaboration avec l'Institut.

Le comité *ad hoc* de réflexion sur les relations financières entre l'IHAF et la RHAF va continuer son travail cette année. Il se penche sur la gestion complète, par l'université de rattachement de la direction de la Revue, des subventions CRSH et FRQSC. Un tel rattachement épargnerait à l'Institut un audit très dispendieux. Néanmoins, la Revue demeure l'organe de diffusion scientifique de l'Institut. Le comité aura également à recommander une révision du prix des abonnements et de l'adhésion à l'Institut. Le comité est composé de Mélanie Lanouette, Maurice Demers, Frédéric Lemieux, Léon Robichaud et moi-même.

Au-delà des questions pécuniaires, c'est le rayonnement de l'Institut, les clientèles qu'il veut rejoindre qui sont au cœur de notre démarche. La communauté historique universitaire n'est pas sans être affectée par les coupes budgétaires. Le personnel enseignant n'est pas toujours remplacé; bien des titulaires de doctorat et de postdoctorat doivent s'orienter vers d'autres carrières. L'Institut, en tant qu'association professionnelle, est très sensible à cette situation et va centrer ses efforts dans les années à venir pour répondre le plus adéquatement possible à la diversité des situations vécues par les historiennes et les historiens en tenant compte des principaux milieux de leur insertion et de leurs besoins. Le sentiment d'appartenance envers l'Institut ne devrait pas s'éteindre à la fin des études.

Déjà amorcé par le Conseil d'administration mené par mon prédécesseur, le travail de réflexion sur l'engagement public des historiens et des historiennes s'est poursuivi cette année. Pour baliser les interventions de l'IHAF, le comité *ad hoc* composé de Julie Roy, Frédéric Lemieux, Jean-François Lozier et Karine Hébert, qui le préside, a établi une politique d'interventions publiques qui

précise les axes d'interventions et les modalités de celles-ci. L'Institut a soutenu cette année les démarches de l'AIEQ, menacée dans sa survie. Il a donné son appui au Syndicat des professeures et professeurs en grève de l'UQTR. Il a soutenu la candidature de BANQ au Registre canadien Mémoire du monde de l'UNESCO pour le fonds J.-E. Livernois et la présentation du testament et de l'acte de dépôt du cœur de Jeanne Mance. En septembre, l'Institut a donné son avis sur l'ébauche de la Politique des trois organismes subventionnaires fédéraux sur la gestion des données de recherche.

Notre présence dans la société et les milieux professionnels, que nous voulons renforcer, se nourrit du Congrès actuel qui porte sur « L'histoire dans la cité ». Le comité organisateur a invité « historiennes et historiens à relancer le débat sur leur rôle dans la société, de même que sur les usages sociaux de l'histoire et les rapports qu'elle entretient avec le politique ». L'équipe de l'UQTR a travaillé dans des conditions difficiles, causées par le conflit de travail. Stéphane Castonguay et Marise Bachand ainsi que Julien Prud'homme, Sylvie Taschereau, Gabriel Cormier de la Société historique de Drummondville et Marie-Claude Thifault de l'Université d'Ottawa n'ont pas ménagé leurs efforts. Trois membres étudiants se sont également joints au comité: Jacinthe De Montigny, Paul-Étienne Rainville et Antoine Rossignol.

L'année prochaine, le Congrès se déroulera à Ottawa. Marie-Claude Thifault (Ottawa) préside l'événement et Arnaud Bessière, de l'Université Laurentienne, en assure la co-présidence. Ils travailleront avec Isabelle Perreault (Ottawa), Marie LeBel (Hearst), Michel Bock (Ottawa), Jean-François Palomino (BANQ) et Robert Englebert (Université de Saskatchewan) ainsi que Clarence Lemay (2e cycle Ottawa) et Danika Gourgon (3e cycle Ottawa). Le comité est très sensible aussi à la réalité professionnelle des jeunes historiennes et historiens et en tiendra compte dans l'organisation et les activités du congrès. Le thème retenu « Frontière/s/ » invite ainsi à une réflexion sur les frontières disciplinaires, épistémologiques et historiographiques, et à poser la question de

l'interdisciplinarité et de la pertinence sociale des recherches, entre autres.

En 2020, le Congrès se déplacera à Sherbrooke. Les professeurs du Département d'histoire qui formeront le comité organisateur ont été nommés. Nous y retrouverons des fidèles de l'Institut Louise Bienvenue, Harold Bérubé et Maurice Demers.

Le Congrès annuel fédère les membres de l'Institut et permet l'intégration de la relève. Il est toujours l'occasion d'une mobilisation des forces vives. Ma gratitude va à toutes ces personnes qui s'impliquent dans la réussite de cette rencontre si importante. Pour leur faciliter la tâche, Karine Hébert et moi avons actualisé et enrichi le vade-mecum du Congrès. Les objectifs de l'activité et les responsabilités de chaque instance ont donc fait l'objet d'une révision.

Durant cette première année à la présidence, j'ai travaillé constamment avec les membres de l'exécutif : Karine Hébert (UQAR), vice-présidente, Maurice Demers (Sherbrooke), trésorier et Frédéric Lemieux (Assemblée nationale), secrétaire qui venait d'être élu. J'ai pu apprécier leur dévouement que j'ai également retrouvé au sein du Conseil d'administration avec Marise Bachand (UQTR), nouvellement élue, Mélanie Lanouette (CIEQ), Jessie Morin (UQAR), Julie Roy (BAnQ), Nicole Saint-Onge (Ottawa) ainsi qu'Arnaud Bessière (Laurentienne), Jean-François Lozier (Ottawa) et Stéphane Savard (UQAM).

Le Comité des mises en candidature était constitué d'Aline Charles (Université Laval), Jarrett Rudy (McGill) et Sophie Doucet (UQAM). Cette dernière terminait en 2017 un mandat de plein engagement sur ce Comité. Benjamin Guay (UQTR) la remplace cette année.

Je ne voudrais pas oublier dans mes remerciements les trois membres du Comité des prix : Béatrice Craig (Université d'Ottawa), qui en a assuré la présidence et dont le mandat prend fin cette année. Johanne Burgess (UQAM) et Marcel Martel (York) ont partagé avec elle un été studieux. Soucieux du développement de l'histoire, M. Michel Doyon, lieutenant-gouverneur du Québec, assure généreusement le financement du prix Lionel-Groulx pour une deuxième année.

Brigitte Caulier
10 octobre 2018

Convocation à l'Assemblée générale annuelle de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, à la salle 4008 du Campus de l'UQTR à Drummondville, le vendredi 19 octobre 2018 à 17h00

Ordre du jour 2018

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal de la dernière assemblée générale (20 octobre 2017)
3. Rapport du Comité des mises en candidature et élections
4. Rapport de la présidente
5. Rapport du trésorier, présentation et adoption des états financiers vérifiés de 2017-2018
6. Nomination du vérificateur
7. Rapport du directeur de la *RHAF*
8. Rapport du comité *ad hoc* chargé d'élaborer une politique des interventions publiques de l'Institut. Présentation de la politique
9. Rapport du comité étudiant
10. Rapport du responsable du Congrès 2018 Campus de Drummondville (Université du Québec à Trois-Rivières)
11. Rapport de la responsable du Congrès 2019 (Université d'Ottawa)
12. Résultat des élections et nomination des membres du comité des mises en candidature
13. Divers

Procès-verbal de la réunion de l'Assemblée générale annuelle de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, à l'auditorium de la Grande Bibliothèque (BAnQ), le vendredi 20 octobre 2017 à 17h00

Ordre du jour 2017

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal de la dernière Assemblée générale (7 octobre 2016)
3. Rapport du président
4. Motion de condoléances
5. Rapport du Comité des mises en candidature
6. Présentation du projet d'états financiers 2016-2017
7. Rapport du directeur intérimaire de la RHAF
8. Rapport de la représentante du Comité étudiant
9. Rapport du responsable du Congrès 2016 (Université du Québec à Chicoutimi)
10. Rapport du responsable du Congrès 2017 (Université du Québec à Montréal)
11. Rapport du responsable du Congrès 2018 (Université du Québec à Trois-Rivières)
12. Élection et nomination des membres du Conseil d'administration
13. Divers

Procès-verbal

1. Adoption de l'ordre du jour

L'adoption de l'ordre du jour est proposée par Harold Bérubé et appuyée par Thomas Wien. L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

2. Adoption du procès-verbal de la dernière Assemblée générale (7 octobre 2016)

L'adoption du procès-verbal est proposée par Alain Laberge et appuyée par Dany Fougères. Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

3. Rapport du président

Encore une fois cette année, le fracas du monde se fait entendre et de multiples clameurs se réclamant du passé ont résonné dans l'espace public. Écoutant ces échos parfois assourdissants, nos concitoyens et concitoyennes demandent à mieux comprendre pour agir. Dès lors, la discipline historique, conçue comme un service public, gagne toute sa pertinence : elle mobilise ses diverses ressources pour offrir une compréhension la plus juste possible au sein de ce tumulte. Ainsi, comme toute société savante assumant sa pertinence sociale et scientifique, l'Institut d'histoire de l'Amérique française demeure en dialogue constant : un dialogue avec le milieu qui l'entoure, un dialogue à travers le temps. Cette année encore, cette ouverture au dialogue s'est manifestée dans divers enjeux portant sur des éléments cruciaux de notre société savante : ces derniers relèvent à la fois de notre enchâssement dans la Cité et de notre microcosme institutionnel.

Penchons-nous d'abord sur notre enchâssement dans la Cité. La compréhension du passé repose en premier lieu sur les traces qui en subsistent. Dès lors, l'accès élargi à ces traces et leur mise en valeur sont au cœur des enjeux civiques non seulement de notre discipline, mais de l'habilitation de nos concitoyens et concitoyennes. L'Institut se préoccupe particulièrement de cet enjeu, qui est souvent mis à mal par les politiques d'austérité budgétaire. Ainsi, la réouverture partielle des Archives du Séminaire de Québec en 2016 demeure temporaire, les Musées de la civilisation ne garantissant que pour deux ans la prestation des services à la clientèle. Autre sujet de préoccupation, les compressions budgétaires à BAnQ risquent d'avoir de sérieux impacts sur l'accès aux archives et leur mise en valeur, notamment avec les coupures au Plan québécois de numérisation. Le président et la vice-présidente sont intervenus à ce sujet en juin dernier avec une lettre ouverte au ministre de la Culture et des Communications, Luc Fortin, lettre diffusée dans les médias. L'Institut participe de surcroît à la mobilisation avec d'autres partenaires, dont l'Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ) et le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement

du Québec (SPGQ), en appui aux employés.es de BAnQ (#Je soutiens BAnQ). Une pétition de l'ensemble des partenaires a été déposée au début de la session parlementaire d'automne à Québec. Enfin, la mise en valeur des traces du passé par les musées suscite des inquiétudes certaines. L'Institut constate que le financement des musées régionaux n'a pas été réamorcé. Malgré que la réouverture de l'exposition permanente du Musée canadien de l'histoire ait pu avoir lieu sans controverse grâce aux interventions des collègues historiens et archéologues, il est à déplorer la fermeture du Centre d'interprétation de la Place royale et de la Maison Chevalier à Québec. L'Institut souhaite vivement que les différents États, et particulièrement l'État québécois, ne rompent pas le dialogue avec leurs citoyens et citoyennes. Pour ce faire, il est évident que les responsables étatiques se montrent plus sensibles à leur mission culturelle qui demeure fondamentale, au-delà des strictes cibles en matière d'équilibre budgétaire.

Le passé dans nos sociétés contemporaines est un enjeu de luttes politiques, enjeu dont notre société savante ne peut demeurer indifférente, sous peine d'inadéquation avec le temps présent et de rupture du dialogue avec nos contemporains. Les praticiens et praticiennes de la discipline historique sont interpellés par les multiples demandes sociales, des demandes sociales qui cherchent à établir un sens pour la compréhension du monde actuel. La commémoration et les divers usages du passé forment des sujets chauds dans l'espace public, nous le savons : les récentes controverses au sud et au nord du 49^e parallèle témoignent bien des passions que les multiples enjeux de la mémoire peuvent soulever. Devant ces appels, les interventions publiques de l'Institut se soumettent alors à un impératif constant. Soucieux de sa pertinence sociale, l'Institut cherche à fournir des éléments de compréhension, une compréhension impartiale qui repose sur une nécessaire mise en contexte ainsi que sur des éclaircissements conceptuels et cognitifs tout aussi essentiels. Ces éléments de compréhension doivent être fondés sur des principes fondamentaux liés à notre discipline : ils visent ultimement l'habilitation civique; ils écartent la prise de position partisane. Ainsi, au

printemps 2017, le président et la vice-présidente ont soulevé dans les médias les sérieux problèmes éthiques soulevés par la mise en représentation du passé canadien dans la série télévisée *Canada, A Story of Us*. Toujours au nom de l'impératif disciplinaire guidant nos interventions, l'Institut décline parfois des sollicitations intéressées, à l'instar des demandes de certains changements de toponymes ou de condamnations de positions partisans. Devant le flot des demandes sociales relatives aux commémorations adressées à notre société savante, il importe désormais de se doter d'une politique générale. Le Conseil d'administration aura ainsi à déterminer les paramètres de cette politique au cours de la prochaine année.

Sur d'autres plans, certains dossiers plus anciens ont connu leur achèvement au cours de la dernière année. Ainsi en est-il de celui sur l'enseignement de l'histoire du Québec et du Canada au deuxième cycle du secondaire, dossier chaud où l'Institut s'est prononcé. Le ministre de l'Éducation, des Loisirs et du Sport, Sébastien Proulx, a ainsi annoncé en août dernier l'entrée en vigueur du nouveau programme dès l'automne 2017. L'Institut constate que plusieurs de ses recommandations ont été prises en compte par les autorités ministérielles et s'en montre satisfait. L'Institut maintient néanmoins sa volonté d'un dialogue constant au sujet de ce dossier et de ses ramifications subséquentes, vu l'importance de cette question pour la vitalité de notre discipline et la pertinence sociale de notre savoir.

Dans un deuxième temps, tournons-nous sur notre microcosme institutionnel, ce lieu où s'expriment les tracas, mais aussi – et surtout – la confiance. La question du financement des prix de l'Institut s'est posée encore une fois avec acuité cette année. Certains de nos prix ne sont plus dotés à l'instar du prix de la Revue, qui consacre le meilleur article paru dans les pages de la Revue d'histoire de l'Amérique française. À la suite des recommandations d'un comité ad hoc consacré à cette question, l'Institut travaille actuellement pour trouver de nouvelles sources de financement, notamment auprès des mécènes intéressés à la

discipline historique. Fondé sur le dialogue, le travail donne des fruits : le prix Lionel-Groulx, principale reconnaissance décernée par l'Institut, sera partiellement doté au cours des prochaines années grâce à la générosité de M. Michel Doyon, lieutenant-gouverneur du Québec, avocat et historien. Nous tenons à lui exprimer ici notre profonde gratitude et nous souhaitons que cet exemple éloquent soit suivi par d'autres d'ici peu.

En élargissant la focale, la situation financière de notre société savante fait l'objet de préoccupations constantes. L'Institut et la Revue sont confrontés à des facteurs de risque sur lesquels ils ne peuvent pas avoir un contrôle plein et entier, et qui font une ponction sur nos budgets. Ainsi, parmi plusieurs facteurs, les organismes subventionnaires imposent la production d'états financiers audités comme condition sine qua non au versement des subventions : leur production engendre des frais de gestion importants. Bien qu'elle nous permette de rejoindre un lectorat plus large, la numérisation de la Revue a également des incidences sur le nombre de nos abonnés, individuels et surtout institutionnels : les bibliothèques tendent à ne pas renouveler leurs abonnements en format papier pour privilégier ceux des plates-formes numériques. Notons aussi une gestion de plus en plus complexe en matière de prestation de services entre les abonnés de la Revue et les membres de l'Institut : quoique membres et abonnés soient les mêmes personnes, les attentes divergent selon qu'il en relève de la Revue ou de l'Institut. Cette divergence sur le plan des attentes s'accroît depuis le début des années 2010, entre autres depuis la fermeture des bureaux de la rue Bloomfield. Devant ces facteurs de risque, le Conseil d'administration a constitué un comité de réflexion sur les relations financières entre l'Institut et la Revue. Ce comité est chargé de faire un état des lieux et de proposer au Conseil les meilleures solutions pour diminuer les coûts et mieux assurer une gestion financière prudente. Lors d'une prochaine Assemblée générale, les membres auront éventuellement à se prononcer sur l'application des solutions envisagées.

Fort heureusement, l'inquiétude ne constitue pas le seul horizon de l'Institut d'histoire de l'Amérique française. Composant l'une de ses forces majeures, la relève historique se fait active, ce dont nous nous réjouissons fortement. Grâce à l'élan de Jessie Morin, le Comité étudiant propose des initiatives novatrices et appréciées. Ainsi, il a suggéré la création d'un prix destiné au meilleur mémoire de maîtrise en histoire de l'Amérique française. Sympathique à cette suggestion, le Conseil d'administration se penche actuellement sur les modalités, dont celles de la dotation, qui seraient nécessaires à cet éventuel prix. L'Institut tient également à soutenir la relève historique, qui participe avec enthousiasme et énergie à nos diverses activités de diffusion du savoir. Dans cette veine, l'Institut a conclu en janvier dernier avec sa société-sœur, la Société historique du Canada, une entente portant sur la réciprocité d'abonnement pour les étudiants et étudiantes. Comme le mentionnera le rapport de la Direction, la Revue soutient aussi la diffusion des connaissances historiques par de jeunes historiens et historiennes : des articles, mais aussi un prochain numéro thématique, sont issus de leurs recherches. Nos historiens et historiennes de la relève renouvèlent notre regard sur le passé et, partant, ils fécondent grâce au dialogue l'avenir de l'Institut.

Autre motif de confiance, notre société savante reste toujours aussi effervescente sur le plan scientifique. Nos congrès, ces célébrations de la vie de notre discipline, contribuent fortement à l'épanouissement de l'Institut. Dirigé par l'efficace François Guérard et son équipe, le congrès de Saguenay fut une réussite incontestable. Dégageant un peu plus de 10 000\$, l'événement a réuni 172 participants, dont 46 membres et 113 non membres, dont près de 50 % des participants furent des étudiants et étudiantes. Il fut aussi l'occasion de célébrer la contribution marquante de l'un de nos meilleurs historiens, Gérard Bouchard, à la veille de son départ à la retraite. Quant au congrès 2017, tenu dans le cadre du 375^e anniversaire de la fondation de la ville de Montréal, il nous réunit actuellement sous la thématique « Rencontres et échanges en Amérique française ». Sous la direction de Dany Fougères et de son comité organisateur, près de 170 personnes

se sont inscrites jusqu'à présent pour ces agapes intellectuelles, où nous avons rendu en ouverture hommage à l'œuvre de l'historien par excellence de la métropole, Paul-André Linteau. D'ores et déjà, le congrès 2017 s'annonce un franc succès. L'année prochaine, Stéphane Castonguay et son équipe de l'UQTR nous convieront à Drummondville, sous le thème évocateur et prometteur de « L'historien dans la Cité ».

L'effervescence est aussi le fait de notre fleuron, la *Revue d'histoire de l'Amérique française*. Sous l'impulsion de sa directrice estimée, Louise Bienvenue, et de son comité de rédaction, la Revue a comblé son retard de publication l'an passé. Elle poursuit sur sa lancée : le rapport présenté par Léon Robichaud nous présentera les grandes lignes de son action et les défis à relever, dont celui du passage au numérique.

Une société savante est une institution, soit une structure sociale issue de l'activité humaine, une structure qui s'inscrit dans une temporalité diachronique, partant du passé au présent vers l'avenir. Au présent, elle constitue la somme de la contribution de ses membres, chacun et chacune fournissant à leur manière leur énergie, leur temps et leur passion. À la manière du dialogue, une institution se fonde sur l'échange et le don : il va de soi que le contre-don de la reconnaissance soit accordé à ses membres actifs. D'emblée, je tiens à remercier le dévouement remarquable de la directrice de la Revue, Louise Bienvenue, ainsi que des membres de son comité de rédaction : Julien Goyette (UQAR), Dany Fougères (UQAM), Alain Laberge (Laval), Léon Robichaud (U. de Sherbrooke), Jean-Philippe Bernard et Jean-François Cantin, notre valeureux coordonnateur.

Mes remerciements les plus chaleureux s'adressent également au comité du Congrès 2017, au premier chef son président à l'enthousiasme communicatif Dany Fougères (UQAM), ainsi qu'à Magda Fahrni (UQAM); Sylvie Dépatie (UQAM); Martin Petitclerc (UQAM); Stéphane Savard (UQAM); Mario Robert (Section des archives du Service du greffe de la Ville de Montréal) et Stéphane

Castonguay (UQTR); les membres étudiants Valérie Poirier (UQAM) et Dominic Dagenais (UQAM); l'équipe du CIEQ chargée de la conception graphique et du site Web Émilie Lapierre Pintal et Tomy Grenier; et, bien sûr, les toujours estimés Jean-François Cantin (coordonnateur) et Anne-Frédérique Morin (adjoindue à la coordination).

Mes remerciements s'adressent également aux membres du comité des mises en candidature : Magda Fahrni (UQAM), Aline Charles (Laval) et Sophie Doucet (UQAM).

Cette année, le Comité des prix a pu compter encore une fois sur l'abnégation d'Ollivier Hubert (Montréal), Béatrice Craig (Ottawa) et Michel Ducharme (U.B.C.), qui ont consacré des heures de lecture pour reconnaître la haute qualité scientifique de l'historiographie de l'Amérique française. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés.

Comme président, j'ai connu l'immense privilège de pouvoir travailler avec les membres du conseil d'administration de l'Institut dont la générosité, l'engagement et la fidélité à l'endroit de l'Institut sont exemplaires : l'indispensable Karine Hébert (UQAR) qui a officié au poste de vice-présidente); Brigitte Caulier (U. Laval) à celui de secrétaire; Maurice Demers (U. de Sherbrooke) à celui de trésorier; ainsi que les administratrices Arnaud Bessière (U. Laurentienne); Jean-Philippe Garneau (UQAM); Mélanie Lanouette (Coord., CIEQ); Jean-François Lozier (U. d'Ottawa); Jessie Morin (UQTR); Julie Roy (BAnQ); Stéphane Savard (UQAM) et Nicole St-Onge (U. d'Ottawa). Pour tous et toutes, ma gratitude à leur endroit est grande.

Deux points pour conclure. Une institution relève du passé, du présent et de l'avenir. Mon mandat à la présidence relève désormais du passé. Ce furent des années exaltantes dont je garde un souvenir heureux. Je suis fermement confiant en l'avenir de notre société savante, puisqu'elle est profondément pénétrée de l'importance de sa mission fondamentale et de sa pertinence sociale. D'autres

s'investiront dorénavant de cette mission et assureront cette pertinence, de la même manière dont j'ai repris le flambeau de mes devanciers et devancières, qui furent, sont et seront fidèles à l'Institut.

À cet égard, il importe de rendre hommage à la mémoire de deux de nos membres éminents qui nous ont quittés cette année : notre chère présidente Andrée Désilets et notre tout aussi apprécié trésorier Marcel Bellavance. Ils ne sont plus, mais, tant et aussi longtemps que l'Institut d'histoire de l'Amérique française poursuit sa mission et conserve sa pertinence, ils participent de ce dialogue avec le monde, ils demeurent des nôtres.

4. Motion de condoléances

Le président propose une motion de condoléances en hommage à Andrée Désilets, ancienne présidente de l'Institut et Marcel Bellavance, ancien trésorier.

5. Rapport du Comité des mises en candidature

Sophie Doucet fait rapport des démarches du Comité des mises en candidature. Le Comité comprenait également Aline Charles de l'Université Laval et Magda Fahrni de l'UQAM. L'année prochaine, Jarett Rudy de l'Université McGill remplacera Magda Fahrni qui a terminé son mandat. La vice-présidente Karine Hébert remercie cette dernière.

Les candidatures de Frédéric Lemieux de l'Assemblée nationale et Marise Bachand de l'UQTR sont proposées. Brigitte Caulier de l'Université Laval a accepté de présenter sa candidature pour un nouveau mandat.

6. Présentation du bilan financier 2016-2017

Le trésorier, Maurice Demers, présente le bilan financier 2016-2017. L'Institut connaît encore cette année un déficit. Les produits s'élèvent à 117 637 \$ contre 140 124 \$ en 2016. Les subventions gouvernementales pour la revue ont totalisé 42 390 \$. Les charges de fonctionnement s'élèvent à 127 263 \$ contre 153 272 \$ en 2016. Le rattrapage

complet du retard dans la publication de la Revue explique la diminution des charges. Toutefois, l'Institut fait face à un déficit chronique autour de 10 000 \$: 9 626 \$ en 2017 et 13 148 \$ en 2016. Le produit des abonnements a connu une baisse très importante de 37 923 \$ à 26 029 \$.

Le trésorier présente le budget prévisionnel pour 2018 et 2019. Il compte sur l'augmentation des abonnements, en particulier des institutions. Il se veut optimiste, malgré un désistement croissant des bibliothèques universitaires. Il a établi une moyenne pour les rentrées venant du congrès annuel autour de 7 000 \$. Il est prudent pour les prix décernés par l'IHAF. Il mise sur des droits de reproduction stables à 20 000\$. Un bilan est à faire pour établir si le capital est entamé et des coupures seront peut-être nécessaires pour redresser la situation financière de l'Institut.

7. Rapport du directeur intérimaire de la RHAF

Léon Robichaud fait rapport. En l'absence de la directrice, Louise Bienvenue, le comité de rédaction s'est partagé les tâches les plus urgentes afin de ne pas prendre trop de retard dans le calendrier de publication. Il a accepté d'occuper les fonctions de direction du comité, sans pour autant se charger de la direction entière de la revue. Des obligations préalables ne lui permettaient pas d'assumer une direction intérimaire complète, et s'en dégager aurait entraîné des complications administratives. Le retour prochain de Louise Bienvenue coïncide avec le sprint final pour le prochain numéro. Son rôle aura été de veiller à ce qu'elle dispose des différentes pièces du casse-tête au moment de son retour. Il s'excuse donc de ne pas être au fait de tous les détails administratifs des activités.

Numéros parus

La publication se poursuit selon le calendrier réel. Le comité travaille d'arrache-pied pour maintenir le rythme. Lors du dernier congrès, le volume 70, numéros 1-2, été-automne 2016 était en préparation. Il est paru en décembre 2016. Il s'agissait d'un numéro double régulier. Le numéro 70, numéro 3, hiver 2017, est paru en février 2017 alors que le 4^e

numéro de ce volume (celui du printemps), est paru en juin. Les numéros paraissent présentement à la fin de la saison. Un des défis à venir sera de les faire paraître au début de la saison.

Numéros en préparation

Le volume 71, n^{os} 1-2 (été-automne 2017) est double : il comprend un dossier thématique sur les résistances à l'esclavage (dirigé par Jean-Pierre Le Glaunec) et des contributions régulières. La parution était prévue pour novembre, mais elle sera peut-être repoussée début décembre. Un des articles est cosigné par la directrice de la revue, Louise Bienvenue. Un processus a été mis en place par le comité de rédaction pour éviter tout conflit d'intérêts. Par conséquent, la gestion des échanges et des évaluations de cet article a été confiée à un membre du comité afin d'assurer qu'il soit traité comme toute autre soumission à la revue.

Le volume 71, n^{os} 3-4 (hiver-printemps 2018) est un numéro double sous le thème « Le passé des autres et l'expérience de l'histoire du Québec » dirigé par Daniel Poitras et Maxime Raymond-Dufour. Le traitement va bon train et nous prévoyons une parution en juin 2018.

De manière générale, nous publions un numéro double de six articles et deux numéros simples de trois articles chacun, pour un total de 12 articles par volume. Le volume 71 est exceptionnel en ce qu'il comprend deux numéros doubles afin de maintenir le rythme de publication.

Pour le numéro 72.1 (été 2018), nous avons déjà trois articles à divers stades de révision. Il n'y a présentement rien à l'horizon pour l'automne 2018, soit le numéro 72.2. Le maintien du rythme de publication dépend aussi de vous. Nous espérons donc que ce congrès mènera à de nombreuses soumissions d'articles.

Essais techniques

Nous avons profité du fait que notre dernière réunion était entièrement à distance pour voir si

nous pouvions améliorer nos méthodes de travail. L'assignation des comptes rendus est la partie de nos réunions qui peut le plus facilement être optimisée. La liste des ouvrages est donc déposée sur un document Google Drive avec un lien vers la fiche de l'ouvrage sur le site de l'éditeur. Nous pouvons donc plus rapidement connaître la liste des auteurs des collectifs et cibler les personnes susceptibles de les recenser. Avant et pendant la réunion, les membres du comité ajoutent les noms directement au même document de manière collaborative, ce qui accélère l'échange d'information. Notre but n'est pas de remplacer l'élément humain du processus, mais bien de réduire les pertes de temps et d'information. Nous verrons si d'autres innovations peuvent faciliter notre travail, mais nous procédons à un rythme qui nous permet de les assimiler plutôt que de risquer de créer des disruptions dans nos processus.

Au cours de la prochaine année, nous explorerons aussi d'autres outils conçus pour faciliter la gestion des revues. L'important pour le comité sera de rester près de sa communauté en évitant que la technologie entrave les relations avec les auteur.e.s d'articles, les évaluatrices et les évaluateurs, ainsi que les auteur.e.s de comptes rendus. À terme, nous devons aussi réfléchir au passage à la publication électronique seulement. Les économies seront-elles réelles? La consultation sera-t-elle aussi facile qu'avec l'imprimé? Nous devons répondre à plusieurs questions avant de plonger dans un changement aussi radical du mode de diffusion de la revue. La directrice n'étant pas encore convaincue que la disparition de l'imprimé soit un avantage, vous pouvez être assurés que nous serons très prudents dans nos démarches.

État des soumissions

Évidemment, nous n'avons pas de soumissions pour aller au-delà des numéros prévus. Donc si vous avez des articles à publier, ne nous oubliez pas. Nous avons nos « espions » dans les salles et nous solliciterons quelques personnes parmi vous pour nous soumettre des articles.

Abonnements et finances

Nous nous maintenons dans la fourchette de 300 à 330 abonnements, dont 70 % sont des abonnements individuels. Notre problème majeur se situe du côté des abonnements institutionnels. Leur diminution a entraîné une baisse de 29,7 % des revenus d'abonnement, de 37 000 \$ en 2015-2016 à 26 000 \$ en 2016-2017. Un suivi plus agressif avec de nombreuses relances devrait permettre de récupérer une partie de ces abonnements. Les prévisions budgétaires de l'Institut prévoient un retour au niveau de 40 000 \$ pour l'an prochain.

Les droits de reproduction sont toutefois en augmentation, essentiellement grâce à Érudit. Le défi pour les abonnements institutionnels est évidemment de convaincre les institutions de maintenir un abonnement tout en ayant accès aux articles via Érudit.

Enfin, rappelons que les subventions FRQSC et CRSH se termineront en 2019. Nous devons donc soumettre deux demandes de subvention au cours de l'année 2018. Notre statut de revue subventionnée par le FRQ nous permet notamment de bénéficier d'une réduction des frais de participation à la plateforme Érudit.

Remerciements

Léon Robichaud tient à remercier le comité de rédaction pour sa rigueur et son dévouement : Alain Laberge et Julien Goyette. Il remercie Dany Fougères qui a terminé un mandat en juin dernier.

Merci à Jean-Philippe Bernard pour la coordination des comptes rendus, une tâche qui nécessite beaucoup d'attention et de suivi. Grâce à Catherine Laroche, Jean-Philippe Bernard, Noémie Charest-Bourdon, Martin Robert, nous vous présentons une bibliographie des études ainsi que les mémoires et thèses. David Tremblay, archiviste à la Ville de Québec, mobilise son réseau pour nous tenir au courant des archives qui peuvent attirer notre attention.

La Revue n'existerait évidemment pas sans l'Institut et son conseil d'administration qui nous appuie et nous a à l'œil. Évidemment, tout cela ne serait pas possible sans le travail de coordination réalisé par Jean-François Cantin et par la direction modèle assurée par Louise Bienvenue.

8. Rapport de la représentante du Comité étudiant

Jessie Morin de l'UQAR présente les projets élaborés par le Comité étudiant. Ce dernier a proposé de créer un prix pour le meilleur mémoire de maîtrise en histoire de l'Amérique française, un autre bisannuel pour le meilleur article étudiant publié dans la *RHAF*. Enfin, il a proposé la création d'un index des mémoires et thèses en cours portant sur l'Amérique française.

9. Rapport du responsable du Congrès 2016

(Université du Québec à Chicoutimi)

François Guérard présente le rapport. L'équipe d'organisation du congrès de 2016, tenu sous le thème *Transmissions et transferts*, est très satisfaite de son déroulement et de la qualité des échanges auxquels il a donné lieu. Le congrès a réuni 172 participants, à savoir 88 hommes et 84 femmes autour d'un programme comportant 23 séances animées par 71 chercheurs et chercheuses rattachés-es à des institutions du Québec, de diverses provinces canadiennes et d'autres pays. Il a été marqué par une forte participation étudiante représentant plus de la moitié des inscriptions. Les événements spéciaux, à savoir la conférence d'ouverture donnée par Sherry Olson, la séance plénière où se sont exprimés de jeunes leaders québécois, la projection d'un film sur l'identité et la mémoire familiale seigneuriale, ainsi que l'hommage à Gérard Bouchard, ont été fréquentés par de nombreux congressistes. Quant au banquet, il a réuni 95 convives.

L'exécutif offre ses félicitations au président du Congrès 2016.

10. Rapport du responsable du Congrès 2017
(Université du Québec à Montréal)

Dany Fougères annonce que le Congrès se déroule bien et qu'il a reçu 210 inscriptions. 106 personnes participeront au banquet. Le Congrès a reçu 12 000 \$ en commandite, un montant exceptionnel.

L'exécutif offre ses félicitations au président du Congrès 2017.

11. Rapport du responsable du Congrès 2018
(Université du Québec à Trois-Rivières)

Stéphane Castonguay annonce que le Congrès 2018 aura lieu les 18, 19 et 20 octobre, sur le nouveau campus de l'UQTR à Drummondville. Le Congrès aura pour thème : *L'histoire dans la cité*. Le Comité organisateur est formé de Sylvie Taschereau, Julien Prudhomme, Jacinthe de Montigny (étudiante), de Marise Bachand qui agit également comme représentante de l'IHAF, et de Stéphane Castonguay (président).

Cette année, les propositions de communications seront soumises via un formulaire dynamique qui

devrait simplifier leur gestion et en uniformiser le format.

12. Élection et nomination des membres du Conseil d'administration

Le mandat de Brigitte Caulier est renouvelé pour trois ans (2017-2020). Marise Bachand et Frédéric Lemieux sont élus par acclamation pour trois ans (2017-2020).

Le président félicite les membres élus et renouvelés. La vice-présidente remercie les membres sortants Martin Pâquet et Jean-Philippe Garneau.

13. Divers

Sur proposition de Harold Bérubé, appuyée par Stéphane Castonguay, l'Assemblée est levée à 18h12.

INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE (1970)

RÉSULTATS

AU 31 MARS 2018

	2018		2017	
	Fonds général	Fonds Michel Brunet	Fonds Louise Dechéne	Total
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS (ANNEXE A)				
Apports				
Subventions gouvernementales	25 750	-	-	42 390
Abonnements	28 403	-	-	26 030
Autres produits	30 055	-	-	25 964
Congrès	28 501	-	-	21 052
Produits nets de placements	1 191	285	-	2 464
	113 900	285	-	114 185
CHARGES				
Fonctionnement (Annexe B)	99 511	-	-	127 213
Radiation de créances	6 246	-	-	-
Frais bancaires	3 662	-	-	1 060
Amortissement des immobilisations	307	-	-	218
Frais de gestion	-	285	-	285
	109 726	285	-	110 011
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	4 174	-	-	4 174
				(10 853)

INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE (1970)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2018

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

ANNEXE A- PRODUITS - FONDS GÉNÉRAL

	2018			2017
	Revue	Autres activités de l'Institut	Total	Total
	\$	\$	\$	\$
Apports				
Subventions gouvernementales				
Conseil de recherche en sciences humaines du Canada	17 750	-	17 750	17 750
Fonds de recherche Société et culture - Québec	8 000	-	8 000	24 640
	<u>25 750</u>	<u>-</u>	<u>25 750</u>	<u>42 390</u>
Abonnements	28 403	-	28 403	26 030
Congrès	-	28 501	28 501	21 052
Autres produits				
Droits de reproduction	23 305	-	23 305	21 464
Prix de l'I.H.A.F.	-	5 000	5 000	3 000
Publicité	-	1 250	1 250	1 500
Autres	500	-	500	-
	<u>23 805</u>	<u>6 250</u>	<u>30 055</u>	<u>25 964</u>
Produits nets de placements				
Variations de la juste valeur	-	1 191	1 191	2 202
	<u>77 958</u>	<u>35 942</u>	<u>113 900</u>	<u>117 638</u>

INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE (1970)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2018

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

ANNEXE B- CHARGES DE FONCTIONNEMENT

	2018		2017	
	Revue	Autres activités de l'Institut	Total	Total
	\$	\$	\$	\$
Salaires et charges sociales	26 897	22 006	48 903	52 037
Secrétaire à la rédaction	12 000	-	12 000	24 000
Impression et mise en page	11 407	-	11 407	11 258
Honoraires	5 900	1 967	7 867	9 936
Prix de l'I.H.A.F	-	6 500	6 500	6 500
Dépenses de congrès	-	6 425	6 425	16 594
Expédition et frais de poste	1 752	-	1 752	1 946
Assurances	1 117	372	1 489	1 298
Traduction et correction	1 371	-	1 371	1 049
Frais de bureau	206	825	1 031	793
Déplacements pour congrès	-	408	408	1 687
Événement	358	-	358	115
	<u>61 008</u>	<u>38 503</u>	<u>99 511</u>	<u>127 213</u>

**BUDGET PRÉVISIONNEL
2018 - 2019**

PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	2019
Abonnements	28 500
Subvention CRSH	17 750
Subvention FRQSC	8 000
Congrès	21 000
Prix de l'IHAF	5 000
Droits de reproduction	23 500
Publicité	1250
Total	105 000

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2019
Salaires et charges sociales	30309
Honoraires	8000
Secrétaire à la rédaction	12 000
Dépenses du congrès	16 500
Prix de l'IHAF	5 000
Remboursements étudiants	2 000
Expédition et frais de poste	2 000
Impression et mise en page	13 000
Traduction et correction	3 000
Déplacement CA/CR	1000
Frais de bureau	800
Assurance	1 300
Total	94 909
PRODUITS MOINS CHARGES	10 091

Politique d'interventions publiques

Institut d'histoire de l'Amérique française

L'IHAF est reconnu, depuis sa fondation en 1946, comme la principale association de professeurs, étudiants, chercheurs, et amateurs d'histoire du Québec et de l'Amérique française. Créé dans le but d'œuvrer à la promotion de la recherche historique, l'Institut est régulièrement appelé à prendre position sur des questions d'intérêt public qui préoccupent tout particulièrement ses membres. Nos principaux axes d'intervention sont les suivants :

- Les politiques gouvernementales en matière d'histoire, de culture et de patrimoine
- Le financement de la recherche et des études
- Le maintien et l'amélioration des services des centres d'archives
- Les programmes d'enseignement de l'histoire
- Le droit d'auteur et l'accès à l'information
- Les relations syndicales, lorsqu'elles entravent la recherche ou l'enseignement

Autour de telles questions, l'Institut et ses membres sont généralement bien placés pour apporter leur contribution en participant à la compréhension des enjeux. L'Institut n'intervient cependant pas forcément dans tous les dossiers touchant aux usages du passé : certains – monuments, toponymie, et autres formes de commémoration, etc. – tenant plus de la mémoire collective que de l'histoire comme science; d'autres encore relevant plutôt du domaine privé.

Les interventions de l'Institut se font par sa présidente ou son président, après consultations auprès du conseil d'administration et au nom de l'association. Elles prennent des formes diverses selon les circonstances : lettres ouvertes, articles d'opinion, entrevues médiatiques, ou autres. L'Institut privilégie également une approche collaborative avec d'autres organismes dans ses prises de position.

Les membres et le public sont invités à faire part de leurs préoccupations et à suggérer des interventions au conseil d'administration. N'hésitez pas à communiquer avec nous : ihaf@ihaf.qc.ca